DOGAN ÖZGÜDEN : *“La Belgique offre pour 2015 une opportunité en or à Ankara ”*

A l’heure où la Belgique fête le 50e anniversaire de l’immigration turque, Dogan Özgüden publie ses *Mémoires d’un journaliste patriote rendu apatride*. Il y aborde un aspect ignoré de cette immigration : l’exil politique. Menacé avec son épouse, Inci Tugsavul, de peines allant jusqu’à 300 ans de prison dans des procès d’opinion en Turquie, le rédacteur en chef d’*Info-Türk* est, à Bruxelles, la figure de proue de l’immigration turque progressiste. Il nous raconte ses combats et déplore l’organisation du festival Europalia-Turquie en 2015.

Dogan Özgüden

France Arménie : La parution de vos Mémoires coïncide avec la célébration des « 50 ans de l’immigration turque en Belgique ». Que pensez-vous de la façon dont cet anniversaire est célébré ?

Dogan Özgüden : La célébration se réfère à la signature en 1964 de l’accord bilatéral belgo-turc sur l’immigration. Cette date est purement symbolique. Des immigrés économiques turcs, y compris des Kurdes, ont commencé dès les années 50 à venir travailler dans l’industrie et les charbonnages belges. La Turquie souffrait d’un grave taux de chômage et d’un énorme déficit extérieur. En vendant sa main d’œuvre à bas prix, elle se débarrassait de ces chômeurs et grâce à l’argent qu’ils envoyaient au pays, s’assurait une rentrée de devises.

En réalité – nous essayons d’attirer l’attention des autorités belges sur ce point – l’immigration en provenance de Turquie a débuté il y a un siècle, avec l’arrivée de rescapés arméniens et assyriens du génocide de 1915. Il existe une troisième forme d’immigration, celle des réfugiés politiques turcs contraints à l’exil après les coups d’état militaires de 1971 et 1980. Je souhaite que cette vérité soit respectée quand on évoque le contexte historique de l’immigration.

Par ailleurs, le mot « célébration » ne me semble pas très adéquat. Qu’est-ce qu’on célèbre ? Le fait que des travailleurs aient été obligés de quitter leur terre pour aller péniblement gagner quelques sous à l’étranger. On devrait plutôt parler de commémoration.

Le Premier ministre Erdogan a assisté à Bruxelles à l’inauguration des festivités d’anniversaire. Il en a profité pour haranguer un soir 3 000 supporters de la communauté turque venus l’acclamer.

Effectivement, la manifestation a été acceptée par le bourgmestre de Bruxelles. Des élections sont prévues en mai en Belgique, et les partis politiques courtisent l’électorat d’origine turque. Erdogan, impliqué avec sa famille et ses proches dans de graves affaires de détournements de fonds, saisit chaque occasion pour tenter de redorer son image. Son pouvoir est menacé. Il cherche à restaurer sa popularité alors que la Turquie entame une période électorale avec le scrutin municipal de mars, des élections présidentielles en août et législatives en 2015.

La Belgique a choisi de consacrer son Festival Europalia à la Turquie en 2015, année du centenaire du Génocide arménien. Drôle de coïncidence…

En acceptant de consacrer « Europalia 2015 » à la Turquie, les autorités belges offrent à Ankara une opportunité en or de mener sa propagande de glorification et d’éclipser le centenaire du génocide. En 1995 déjà, il avait été question de programmer un Europalia Turquie. J’avais parlé de « festival de la honte » et écrit dans la presse belge que les prisons turques étaient remplies d’intellectuels et d’opposants politiques. Le projet avait été annulé. Aujourd’hui, les prisons turques sont toujours pleines et le régime Erdogan poursuit une politique autoritaire et répressive avec, récemment, la censure sur internet et sa réforme judiciaire. Par ailleurs, tant que le gouvernement turc ne reconnaitra pas le génocide arménien, il me semble ridicule de célébrer un Europalia Turquie.

Vous regrettez que les partis politiques belges, au lieu de favoriser une intégration saine des immigrés dans la vie politique belge, recourent à des marchandages avec les associations contrôlées par Ankara.

En effet. Après mon arrivée en Belgique, j'ai rencontré des immigrés espagnols, grecs, portugais dont les pays étaient sous régime fasciste. Nous étions très présents au sein des mouvements politiques progressistes et des syndicats belges. En 1974, j'ai créé le bulletin d'information *Info-Türk* et une association socioculturelle, Les Ateliers du Soleil. Nous souhaitions conscientiser les travailleurs venus de Turquie et les aider à s'intégrer dans la vie sociopolitique belge.

Les associations progressistes immigrées de toutes nationalités ont lancé une campagne pour les droits de vote et d'éligibilité des citoyens d'origine étrangère. Nous demandions aux partis politiques belges de contribuer à éduquer et responsabiliser ces nouveaux citoyens, les former aux normes démocratiques. Malheureusement, les partis belges n'ont pas répondu correctement à l'appel.

De son côté, la junte militaire turque qui a pris le pouvoir en 1980 s'est rendue compte que des Turcs de Belgique étaient organisés dans des associations démocratiques. Elle a décrété la déchéance de leur nationalité pour ceux qui à l'étranger menaient des « activités nuisibles » à son encontre, avec la confiscation de leurs biens en Turquie. Des immigrés avaient acheté une maison ou un terrain en Turquie. Sous la menace de perdre leur nationalité et leurs biens, ils se sont éloignés des milieux progressistes. De plus, la junte a pris des mesures pour mettre les associations immigrées sous contrôle de l'Etat turc par le biais de la Fondation des affaires religieuses à Bruxelles, dirigée par l'ambassade.

Avec l'avènement de la seconde génération d'immigrés et l'acquisition de la nationalité belge, de nombreux Turcs sont devenus électeurs, sans expérience de la vie politique. Les partis belges ont commencé à les courtiser. Il y a eu des marchandages. Les Loups gris, les kémalistes et les fondamentalistes sont bien implantés dans la communauté, notamment au niveau des commerces. Quand des candidats d'origine turque ont participé pour la première fois aux élections communales au sein de différents partis belges, l'ambassade de Turquie les a tous convoqués en expliquant que leur premier devoir était d'être fidèle à leur mère patrie. Un des objectifs était de contrecarrer le « lobby arménien » et détruire la stèle commémorative du génocide à Ixelles.

En Turquie, vous étiez le rédacteur en chef du plus important quotidien de gauche,* Aksam *et aviez fondé la revue socialiste* ANT, *solidaire du peuple kurde. Mais la question du Génocide arménien n'était jamais évoquée. Quand l'avez-vous découverte ?

En Turquie, avec mes amis arméniens, nous parlions de questions politiques, sociales, culturelles, mais jamais du génocide. C'était tabou… Même les médias, associations ou intellectuels arméniens ne pouvaient pas évoquer ce sujet, sous la pression négationniste de l'Etat. Par ailleurs, l'URSS – dont l'Arménie faisait partie – très influente sur les mouvements de la gauche turque, passait ce sujet sous silence. On n'a entendu certaines revendications arméniennes que vers la fin des années 60. Je me rappelle aussi avoir entendu un jour un ami, artiste d'origine kurde, dire que les Arméniens aux Etats-Unis organisaient un mouvement pour sensibiliser l'opinion publique et revendiquer leurs terres. S'ils obtenaient gain de cause, de nombreux Kurdes en Anatolie risquaient de perdre leurs biens…

C'est l'exil politique qui m'a permis de connaître la réalité du génocide. J'ai commencé à réfléchir à ce sujet aux premiers jours de ma présence en Belgique, quand chez mon ami Marcel Croës, critique de cinéma à la radio, un intellectuel belge m'a demandé quelle était la prise de position du mouvement progressiste turc sur le génocide arménien. Quand nous avons dénoncé le coup d'Etat du général Evren, c'était l'époque de l'ASALA. Le sujet était amplement couvert par les médias turcs qui mettaient toujours l'accent sur le « terrorisme arménien ». En 1981, dans le journal d'opposition *Tek Cephe* (*Front Uni*) que je dirigeais à Bruxelles, nous avons insisté sur le fait que si on parlait de l'ASALA, il fallait aussi s'interroger sur ce qui s'était passé en 1915.

Vers la même époque, des réfugiés arméniens et assyriens du sud-est de l'Anatolie sont arrivés en Belgique. Nous avons mené des actions pour les accueillir et leur avons ouvert notre association. De leur côté, ils ont créé l'Association des Arméniens démocrates de Belgique dont les membres ont une forte conscience politique.

L'AKP, parti islamo-conservateur, est-il un peu plus ouvert aux minorités que les kémalistes ?

Sous la pression de l'UE, avec qui il veut avoir de bonnes relations, le régime Erdogan a fait quelques concessions aux Kurdes, aux Alévis et aux minorités arménienne, assyrienne et grecque, contrairement aux nationalistes et au Parti républicain du peuple (CHP). Mais il y a beaucoup d'hypocrisie dans cette attitude.

Au niveau de la société, un réveil se manifeste à l'égard du Génocide arménien, commémoré pour la première fois en 2013, à Istanbul, à l'initiative de l'Association des Droits de l'Homme.

Il y a effectivement un changement de sensibilité. L'assassinat de Hrant Dink a suscité un sentiment de remords parmi les intellectuels et une partie de la société civile. Il en va autrement au niveau des partis politiques. Le gouvernement Erdogan est dans le pétrin. Dans le contexte électoral actuel, il n'osera pas faire d'avancées ni donner de prétexte aux autres partis pour l'attaquer. Il faut voir comment les choses vont évoluer. Les kémalistes et le CHP ne sont pas une alternative démocratique. Le Parti pour la paix et la démocratie (BDP) pro-kurde va gagner des municipalités à l'est, mais est absent à l'ouest du pays. Les militaires qui ont été éloignés, fort heureusement, de la vie politique, peuvent revenir en cas d'impasse parlementaire. Erdogan pourrait leur faire des concessions dans le but de déstabiliser le mouvement de Fethullah Gülen. Après les grands procès d'officiers, il vient d'opérer un rapprochement remarqué avec l'armée. Les résultats des élections seront déterminants pour l'orientation future du pays et ses positions concernant Chypre, l'UE et le centenaire du Génocide arménien.

Propos recueillis par
Anne-Marie Mouradian

Journaliste « apatride ».
Par Dogan Özgüden.
Editions ASP (Academic & Scientific Publishers)
http://www.aspeditions.be
Bruxelles, 01-01-2014
ISBN: 9789057183737
624 pages, 24,95 €